

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 97.080 du 27 juin 2001

A.98.548/VIII-2004

En cause : **la Centrale générale des
Services publics (CGSP),**
ayant élu domicile chez
M. Jean-Claude BALLAND,
Secrétaire général du secteur "Poste",
Place Fontainas 9/11
1000 Bruxelles,

contre :

LA POSTE,
ayant élu domicile chez
Mes Nicole CAHEN et
Anne VAGMAN, avocats,
rue Henri Wafelaerts 47-61
1060 Bruxelles.

LE PRÉSIDENT f.f. DE LA VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 décembre 2000 par la Centrale générale des Services publics (CGSP) qui demande l'annulation "des décisions de date et d'auteur inconnus, de nommer des agents de La Poste, ou d'admettre des membres du personnel contractuel, dans des emplois d'une hiérarchie nouvellement définie; de fixer pour ces emplois de "cadre intermédiaire", des descriptions de fonctions et les profils requis pour y accéder et de lancer un appel aux candidats pour y pourvoir";

Vu la demande introduite le même jour par la même requérante qui tend à la suspension de l'exécution de ces décisions;

Vu le rapport de M. RONGVAUX, auditeur au Conseil d'Etat, fait sur la base de l'article 94 du règlement de procédure;

Vu l'ordonnance du 4 mai 2001, notifiée aux parties, ordonnant le dépôt du rapport et convoquant celles-ci à comparaître le 8 juin 2001;

Entendu, en son rapport, M^{me} DAURMONT, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me DETRY, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me VAGMAN, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis, M. RONGVAUX, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen de la cause ont été exposés dans l'arrêt n° 97.079 de ce jour; qu'à la suite de ceux-ci, LA POSTE a procédé à un nouvel appel aux candidats cette fois afin de pourvoir à soixante-cinq fonctions de cadre intermédiaire; qu'elle a diffusé cet appel le 2 novembre 2000 par le biais d'une "liste jaune"; qu'il s'agit de l'acte attaqué;

Considérant que l'application de l'article 94 du règlement de procédure ne se conçoit que si le recours est manifestement fondé mais également manifestement recevable; que la recevabilité d'un recours est d'ordre public; qu'en l'espèce, la partie adverse a soulevé, dans sa note d'observations et à l'audience, de nombreuses exceptions d'irrecevabilité, exposées ci-après;

Considérant que la partie adverse soutient, en substance, qu'en vertu de l'article 20 des statuts de la

requérante, ce sont le Secrétariat permanent et le Bureau exécutif national qui sont habilités à représenter la CGSP auprès des autorités pour des problèmes intersectoriels alors que c'est le Bureau exécutif national du secteur "Poste" de la CGSP qui a désigné le Secrétaire général pour la représenter dans la présente cause; qu'elle souligne que l'article 35 des statuts de la requérante, qui énonce les missions des bureaux exécutifs des secteurs professionnels, ne prévoit pas que des tiers puissent être mandatés pour assurer la défense des affiliés auprès des autorités; qu'elle conteste encore la régularité du mandat donné qui n'est pas signé et relève le manque de précision de l'indication des décisions à attaquer;

Considérant que la partie adverse fait valoir que la partie requérante ne justifie pas d'un intérêt fonctionnel à la présente cause; qu'elle ajoute que le moyen auquel l'examen de l'exception est lié est imprécis;

Considérant que la partie adverse tire une exception du défaut d'acte attaquant devant le Conseil d'Etat; qu'elle indique notamment que l'appel aux candidats est un acte préparatoire et n'emporte aucun effet juridique;

Considérant que la partie adverse soulève une exception ratione temporis; qu'elle considère que le recours est tardif; qu'en effet, selon elle, les mesures litigieuses ont déjà été diffusées par la note du 1^{er} août 2000;

Considérant que la partie adverse expose encore que la partie requérante a perdu l'intérêt au recours; qu'elle avance plusieurs arguments à cet égard notamment le fait que la partie requérante aurait donné son accord sur les mesures envisagées, la signature d'un accord intersectoriel 2001-2004, le fait que la requérante n'a

pas attaqué les actes détachables des contrats d'engagement de membres du personnel;

Considérant que ces exceptions doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi; qu'il y a lieu de renvoyer aux procédures ordinaires,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il est sursis à statuer.

Article 2.

Le membre de l'Auditorat désigné par M. l'Auditeur général est chargé de poursuivre l'instruction sur la demande de suspension.

Article 3.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept juin deux mille un par :

M^{mes} DAURMONT, conseiller d'Etat, président f.f.,
HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

O. DAURMONT.